

*est d'éveiller, d'inquiéter, de révéler, même si la révélation n'est pas toujours très confortable... Sans doute est-il plus facile d'aveugler que d'éclairer... Mais rien de vrai ni de grand fut-il jamais atteint dans la facilité ».*

Comment donc concilier une telle pratique avec une telle profession de foi ? Comment prétendre « éveiller », « éclairer », en agitant le flambeau défraîchi d'un

obscur idéalisme religieux ? La réaction critique d'une partie du public montre qu'un spectacle, tout éblouissant soit-il, n'occulte pas le côté fallacieux du discours qui l'accompagne. Le théâtre béninois se nourrira certainement davantage d'un tel examen critique que d'une fascination stérilisante.

**Jean-Paul Badet**

## Vues d'en face : regards militants sur le Mozambique

**L**E Mozambique et le régime FRELIMO (*Frente de Libertação de Mozambique*) exercent-ils aujourd'hui une influence politique sur le mouvement anti-apartheid sud-africain ? L'objet du présent article est d'évaluer ce que fut durant ces dernières années, alors que le mouvement noir atteignait un niveau de mobilisation sans précédent, l'impact sur les militants sud-africains d'un régime se réclamant du socialisme. Il s'agira également de voir comment est envisagé par les mouvements sud-

africains la question des « États de première ligne », et singulièrement du Mozambique.

### Le traumatisme de Nkomati

On doit constater d'abord que l'accord de Nkomati (16 mars 1984), qui en principe devrait permettre une coexistence pacifique entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, fut un événement majeur pour le mouvement noir sud-africain. Il provoqua des prises de

position sur l'accord lui-même, mais il poussa aussi divers courants à réexaminer leur stratégie.

Jusqu'à cet accord, l'idée d'une forte dialectique révolutionnaire à l'échelle régionale restait dans de nombreux esprits, tant à la direction de l'ANC (*African National Congress*) que parmi des courants comme celui de la Conscience noire. Nkomati révèle en quelque sorte l'inégalité du développement révolutionnaire dans cette région et démontre que la révolution sud-africaine, sans être isolée, doit résoudre ses problèmes sans rechercher une sorte de cadre régional abstrait. En mai 1984, l'ANC publie une première analyse de l'accord et précise dès l'éditorial :

*« ... ceci a surpris le monde progressiste. Ce qui a été même le plus surprenant c'est la fanfare, la publicité et plus tard une descente contre nos gens au Mozambique. Et plus loin : « Pour parler de solidarité il est important de se souvenir que le Mozambique lui-même est un produit de la solidarité internationale et donc que la communauté internationale a une responsabilité dans ce qu'il advient de son enfant » (1).*

Suit un article d'Alfred Nzo, secrétaire général de l'ANC, analysant plus en détail l'accord de Nkomati. Montrant quels sont les objectifs concrets poursuivis par Pretoria, il ne consacre pas une phrase à la situation difficile dans laquelle se trouve alors le Mozambique, tant au plan économique que militaire, et se contente de signaler que :

*« Les peuples d'Afrique australe savent par leurs expériences qu'il ne*

*peut y avoir de coexistence pacifique entre liberté et indépendance, d'une part, et colonialisme, d'autre part. Nous sommes sûrs que ces masses, leurs partis et leurs gouvernements, qui ont au cours des années montré leur attachement à la cause d'une libération totale de l'Afrique, resteront loyaux à cette cause et fermes dans l'engagement à demeurer avec notre peuple jusqu'à la victoire ».*

Malgré de nombreuses mises au point expliquant que les forces de l'ANC à l'intérieur ne sont pas réellement dépendantes des bases arrières, entre autres mozambicaines, la direction de l'ANC prend visiblement la menace au sérieux. Sa première réaction exprime une très vive critique à l'encontre du gouvernement mozambicain. Oliver Tambo explique quelques mois plus tard que cela « a affecté nos systèmes de communication (...) et nous devons être économes de nos forces » (2). Selon un des meilleurs spécialistes sud-africains de l'ANC, Tom Lodge, toute cette affaire entraîna une réorganisation de l'appareil du Congrès, nécessita de resserrer le dispositif au Botswana, pourtant bien plus vulnérable que le Mozambique, et provoqua enfin un sérieux débat d'orientation politico-militaire au sein de la direction (3). Il explique notamment :

*« Dès maintenant, l'ANC a juste la permission de maintenir une petite représentation diplomatique à Maputo. L'accord lui-même aurait pu être anticipé : déjà en janvier The Star rapportait que l'ANC avait été obligé de renoncer à quelques facilités dans le sud du Mozam-*

(1) *Sechaba*, mai 1984.

(2) *International Herald Tribune*, 17 janvier 1985.

(3) Tom Lodge, « From Nkomati to Kabwe », *South African Review*, n° 3, Johannesburg, Ravan Press, 1986.

bique (11 janvier 1984). Mais il semble que la direction de l'ANC ait été laissée complètement dans l'ignorance à propos de ce qu'elle pouvait raisonnablement attendre de l'issue des premières réunions. Oliver Tambo rencontra Samora Machel en janvier, quand beaucoup des points essentiels du pacte avaient été décidés, mais le Président mozambicain ne lui dit rien... L'assassinat de Ruth First en 1983 ôta au mouvement une des rares personnes disposant du nécessaire degré de compréhension sympathique au sein de la direction politique mozambicaine pour comprendre les pressions qui pesaient sur les dirigeants politiques mozambicains ».

Quelques semaines plus tard, c'est au tour du parti communiste sud-africain de publier sa propre analyse de l'accord de Nkomati (4). Là aussi le ton n'est guère à la conciliation. « *Quel analyste, dit l'organe du parti, aurait été assez téméraire pour prévoir qu'en avril 1984 le gouvernement mozambicain (...) procéderait à la déportation de cadres du mouvement révolutionnaire sud-africain ? Ou procéderait à des raids contre les maisons et bureaux de l'ANC à Maputo sous la supervision d'une commission commune mozambico-sud-africaine ?* » (5). Dans cet article, où le ton est nettement plus agressif que celui d'Alfred Nzo, il est prêté au FRELIMO une attitude plutôt désinvolte et même « naïve » (sic).

Le parti communiste est conscient que l'accord entre le Mozambique et l'Afrique du Sud représente aussi un pas vers l'amélioration des rapports entre Maputo et les pays occidentaux. Il sait qu'à

Washington Ronald Reagan plaide face à sa base ultra-conservatrice pour une attitude plus souple envers le Mozambique qu'envers l'Angola. Bien que le mouvement de masse sud-africain soit à cette époque particulièrement à l'offensive, la stratégie du parti communiste nécessite peu ou prou tout un réseau militant et toute une infrastructure à l'extérieur. Une bonne partie de ces moyens ainsi que ceux de l'ANC, dans une phase décisive, impliquent des bases arrières pour le fonctionnement effectif des directions. Pour accéder à de tels moyens, il faut au moins s'assurer une bienveillante neutralité des gouvernements de la région, et cela passe en partie par leurs relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Le parti communiste s'inquiète donc des glissements pro-occidentaux qui s'opèrent alors en Afrique australe :

« Nous devons nous souvenir, dit-il, que si la position de l'Angola diffère de celle du Mozambique, cela provient sans doute en partie de l'aide substantielle et du travail de soutien fraternel de Cuba, auxquels s'ajoute la mise en garde soviétique que l'Afrique du Sud, simplement, ne se verrait pas autorisée à occuper Luanda. » Et plus loin : « Les États de première ligne ont besoin de renforcer leurs liens avec l'association mondiale des forces anti-impérialistes, et avant tout avec les pays socialistes » (6).

### La position du National Forum

Ce sont paradoxalement des courants qui se disent plus à gau-

(4) Le PC sud-africain est intégré aux rangs de l'ANC. Son principal dirigeant, Joe Slovo, a été l'un des chefs de l'aile armée et est maintenant le premier Blanc à avoir été élu à l'exécutif de l'ANC. Il existe un

débat sur la place du PC dans les rouages de l'ANC.

(5) *The African Communist*, n° 98, 3<sup>e</sup> trimestre 1984.

(6) *Ibid.*

che qui vont prendre une position plus nuancée et parfois même nettement plus favorable au FRELIMO. C'est notamment le cas du *National Forum* (7) qui, à l'occasion d'une réunion le 22 avril 1984, discute de cette affaire. Après avoir longuement décrit les objectifs de la politique occidentale en Afrique australe, les animateurs du *National Forum* passent à une critique de la politique soviétique jugée parfois manœuvrière, diviseuse et contradictoire dans ses objectifs (8). Alors que le parti communiste mentionnait de manière quelque peu cynique les références « marxistes » du FRELIMO, les dirigeants du *National Forum*; eux, semblent attacher une plus grande importance à ce qu'ils qualifient d'inclination socialiste de pays comme le Mozambique ou « d'États à orientation socialiste ». Une plus grande attention est portée aux difficultés économiques de ces pays et le pacte de Nkomati est présenté comme le maillon d'un vaste projet de négociation en Afrique du Sud même. Pour certains groupes animant le *National Forum*, il s'agit en effet de faire obstacle à la ligne naturelle de l'ANC qui, selon eux, tend vers une négociation avec le régime sur la ligne « réformiste » et « nationaliste » de la *Charte de la Liberté*, programme officiel, et déjà ancien, du Congrès.

Les organisations qui composent le *National Forum*, à commencer par l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) et la Ligue d'action du Cap (CAL), n'ont évidemment

pas les mêmes dépendances vis-à-vis du Mozambique que l'ANC. Beaucoup plus petits, mais aussi strictement organisés à l'intérieur du pays, ces mouvements ne sont pas confrontés à Nkomati comme le sont les directions de l'ANC et du parti communiste. Ceci contribue à une approche spécifique, moins pragmatique, du régime mozambicain.

### **Le bilan de Nkomati et la mort de Samora Machel**

Très rapidement pourtant il va apparaître que l'accord entre Maputo et Pretoria n'établissait pas une réelle coexistence entre les deux pays. Nkomati était un marché de dupes, et pour le gouvernement Botha la mise à genoux du Mozambique ne suffisait pas. L'ANC n'était donc pas confronté à un revers diplomatique et politique de grande ampleur comme la presse sud-africaine l'avait d'abord supposé (9). Ce qui était grave, par contre, c'était le risque d'une redéfinition par les « pays amis » des enjeux effectifs de la lutte de libération en Afrique du Sud. C'est ainsi que tous les courants ont souligné avec dépit le fait que des officiels mozambicains commençaient à réviser en baisse les objectifs du mouvement noir en évoquant une simple lutte pour les droits civiques (10).

Ce qui domine alors l'analyse de la situation, autant de la part de l'ANC que de celle de la presse

du principal point de divergence avec l'UDF et l'ANC.

(8) *National Forum Committee*. Déclaration de J. Pease, N. Dollie et N. Alexander, Johannesburg, brochure de juillet 1984.

(9) *Argus*, 17 avril 1984.

(10) *Star*, 9 février 1984.

(7) Le *National Forum* s'est créé après le Front démocratique uni (UDF) qui rassemble pour sa part le courant pro-ANC et les Églises. Le *Forum* se veut un moyen de discussion et d'élaboration. Son programme, le *Manifeste d'Azanie*, prend position pour une République socialiste après le renversement de l'apartheid. Selon ses animateurs, il s'agit

anglophone, c'est le non-respect de Nkomati par Pretoria, le maintien de son aide à la Résistance nationale du Mozambique (MNR) et le chantage économique par le truchement de cette dernière.

La découverte par l'armée mozambicaine d'un carnet de bord dans une base de la MNR relatant par le menu les contacts avec l'armée sud-africaine, et notamment la visite du ministre des Affaires étrangères, Louis Nel, à la base rebelle de la Casa Banana dans le Gorongosa, alimente les critiques de la presse libérale. Au moment où une partie de la classe dirigeante sud-africaine prend conscience de l'ampleur de la révolte, réclame la démocratisation accélérée du système et la négociation avec l'ANC, l'intervention directe au Mozambique apparaît à la majeure partie du grand patronat blanc comme un surcoût inutile. Le système d'apartheid est en crise non seulement parce qu'il voit se dresser contre lui un mouvement noir de plus en plus audacieux, mais aussi parce qu'il ne correspond plus aux besoins de l'accumulation du capital dans ce pays. La perspective d'une autre forme de régulation capitaliste, la nécessité d'un élargissement du marché, l'obligatoire dérèglementation du marché du travail, etc. poussent une fraction importante du patronat et des milieux d'affaires à considérer la politique régionale du gouvernement et l'agression contre le Mozambique comme une politique d'un autre âge. C'est le pragmatisme de Samora Machel qui est alors vanté. C'est la recherche d'une paix durable en Afrique australe que l'on oppose aux va-t-en-guerre de Pretoria. Le marxisme affiché à Maputo ne fait plus horreur.

L'ANC publie dans *Sechaba* de septembre 1986 un article sur la déstabilisation du Mozambique : une préoccupation et un ton qui sont à l'opposé des réactions de 1984. On y met en effet l'accent sur les déclarations anti-apartheid de Samora Machel et ses convictions progressistes. Lorsque, le 19 octobre 1986, celui-ci meurt dans un accident d'avion, l'hommage rendu en Afrique du Sud, de la presse d'opposition libérale au courant de gauche, est unanimement laudateur. L'ANC titre « Un vrai héros africain » (11) tandis que le parti communiste le qualifie de « Géant de notre continent et internationaliste exceptionnel ». La presse libérale sud-africaine s'inquiète alors de la stabilité du Mozambique et certains journalistes craignent, disent-ils, que Chissano, le successeur, soit plus ouvert aux pressions soviétiques. Tous déplorent la manipulation sud-africaine du MNR et envisagent que la mort de Samora Machel ne soit pas due à une simple fatalité.

Toutes les petites organisations indépendantes saluent également Samora Machel comme un militant de la cause africaine. Certaines, comme la Ligue d'action du Cap (CAL), membre du *National Forum*, attachent d'autant plus d'importance à l'événement qu'elles ont utilisé depuis quelques années l'exemple mozambicain et le personnage de Samora Machel pour leur propre propagande et démonstration. Il est singulier de voir des organisations, qui ne ménagent pas leurs critiques vis-à-vis de l'ANC, s'appuyer sur la personne du dirigeant mozambicain pour capter l'attention des secteurs militants auxquels elles veulent s'adresser, notamment ceux de la Conscience

(11) *Sechaba*, décembre 1986.

noire. Sans prendre position à proprement parler sur les fondements sociaux et le bilan du régime mozambicain, ces courants cherchent à utiliser le symbole du « socialisme » mozambicain.

Bien qu'il ait été impossible de trouver dans aucun des courants politiques sud-africains une analyse de l'État et du régime mozambicains, il semble bien que certaines de ces organisations ont quelques tentations à les caractériser de socialistes au même titre que Cuba ou le Vietnam. Nevil Alexander, dirigeant de la CAL, une des figures centrales du *National Forum*, fait pour sa part plusieurs fois référence au FRELIMO et à Samora Machel pour illustrer ses propos : comme exemple de Front uni et d'unité dans la lutte de libération, et dans la formation d'une conscience nationale par-delà les disparités ethniques (12).

### **Changement de débat sur le Mozambique**

Le moins que l'on puisse dire est que le Mozambique du FRELIMO ne constitue donc pas un thème très clair dans les débats qui traversent le mouvement politique sud-africain ! Jusqu'en 1983, l'ANC s'est toujours référé au FRELIMO par analogie historique à sa propre perspective de libération nationale. Le parti communiste, pour sa part, s'était gardé de trop entrer dans les considérations byzantines soviétiques sur les « États non capitalistes » et autres caractérisations des pays qualifiés de progressistes. Mais

ce qui est certain, c'est que le courant ANC-PC a évolué dans son approche du problème. En 1976, Oliver Tambo expliquait, juste après les soulèvements urbains de la jeunesse à Soweto :

*« En d'autres termes on peut dire qu'actuellement la situation est tout à fait mûre pour entreprendre la lutte armée à une échelle massive. Les événements de Soweto sont ainsi une expression de l'étape actuelle de développement de la lutte en Afrique du Sud, de la préparation du peuple à la lutte contre le régime raciste et de son aptitude à développer les mêmes actions que celles du FRELIMO, du MPLA, du Mouvement de libération nationale »* (13).

A cette époque, l'ANC est encore largement extérieur aux mouvements sociaux renaissants. Il a, comme la plupart des observateurs progressistes de l'époque, la conception d'une Afrique australe comme bloc régional confronté aux mêmes tâches et aux mêmes enjeux de la lutte de libération nationale. L'ANC lui-même n'a-t-il pas été pendant fort longtemps présenté comme un mouvement national somme toute classique ? De là découlait inévitablement une lecture réductrice des événements de l'époque : le Mozambique et l'Angola étaient les deux premiers dominos à tomber et demain la lutte armée allait embraser toute la région ! Dans ce cadre, le maillon mozambicain ne pouvait, par conséquent, qu'être surestimé. On s'aperçut pourtant, dès le début des années 1980, que tout le schéma était à revoir. A cette étape, la lutte armée n'avait guère de sens en Afrique du

(12) Nevil Alexander, « An Early View of United Front », *Cape Action League Document*. Et « Conférence de fondation du National Forum », *Brochure du forum*, Johannes-

burg, 1983. Nevil Alexander est connu pour d'importants ouvrages sur la question nationale.

(13) *El Moudjahid*, 6 août 1976.

Sud ; le mouvement urbain confirmait sa centralité avec le développement des associations communautaires et des syndicats indépendants. L'idée d'une forte dialectique régionale s'estompait peu à peu face à une crise sud-africaine plus isolée que prévu, mais bien plus profonde que ce qui était envisageable quelques années auparavant.

Les objectifs sociaux de ces nouvelles luttes et les débats du mouvement politique sud-africain mettaient la barre autrement plus haut que la simple référence analogique à la libération nationale du Mozambique. Des enjeux de classes surgissaient, notamment dans le mouvement syndical, éclairant sous un angle nouveau les rapports tissés entre des régimes comme celui du FRELIMO et leur propre classe ouvrière...

Dès sa fondation en effet, le COSATU envisageait la création d'une collaboration entre les syndicats d'Afrique australe. Mais le COSATU se réclamait par ailleurs de l'indépendance syndicale. Dans la revue *South-African Labour Bulletin*, qui publie depuis des années des articles de dirigeants syndicaux et qui contribue à la réflexion sur le monde du travail, un article postérieur à la mort de Samora Machel rappelle au passage que le lancement des syndicats mozambicains

en 1983 et leur définition institutionnelle par le régime lui-même soulignent « *les ambiguïtés d'une transformation socialiste dans des situations comme celle du Mozambique, où la classe ouvrière est fragmentée et faible* ».

Au moment où le mouvement syndical précise sa conception du socialisme (démocratie, contrôle ouvrier, gestion ouvrière) ceci ne peut qu'ouvrir de nouveaux débats non seulement sur la situation au Mozambique, mais aussi sur les énormes différences entre formations sociales dans le sous-continent.

Le second congrès du COSATU, tenu en juillet 1987, a réitéré l'objectif des relations avec d'autres syndicats africains. Une résolution mentionne notamment la nécessité de « *forger des liens avec les organisations ouvrières impliquées dans des luttes anti-impérialistes en Afrique, au Nicaragua, au Salvador, aux Philippines, en Angola et au Mozambique* ».

Alors que la discussion sur le socialisme prend de l'ampleur dans tous les mouvements politiques sud-africains, il est donc possible que le cas du Mozambique revienne, sous une forme toute nouvelle, alimenter la réflexion.

**Claude GABRIEL**  
(Novembre 1987)